Analyse stylistique des *Décisions* du Sommet de Copenhague 2009

Jacqueline Percebois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/esa/2250>
DOI : 10.4000/esa.2250
ISSN : 2650-2623

Éditeur

Société de stylistique anglaise

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2010
Pagination : 45-72
ISSN : 2116-1747

Référence électronique

Jacqueline Percebois, « Analyse stylistique des *Décisions* du Sommet de Copenhague 2009 », *Études de stylistique anglaise* [En ligne], 1 | 2010, mis en ligne le 25 novembre 2018, consulté le 21 avril 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/esa/2250> ; DOI : 10.4000/esa.2250

ANALYSE STYLISTIQUE DES *DÉCISIONS* DU SOMMET DE COPENHAGUE 2009

Jacqueline Percebois

Aix-Marseille Université, EA 853, LERMA

Abstract:

This paper studies the *Decisions* published at the end of the 2009 Copenhagen Summit as an institutionalized genre resorting to various discursive devices to convey the impression of a strong legal document that must be signed as soon as possible into a treaty by all Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change. But stylistic analysis reveals the shortcomings of the document.

Keywords: institutionalized genre, discourse, argumentation, terminology hedging, syntactic patterns

Si les travaux de stylistique portent très majoritairement sur des ouvrages ou des thèmes littéraires, les publications d'articles sur des documents spécialisés dans le *Bulletin de la Société de Stylistique Anglaise* attestent de l'existence d'une recherche en stylistique de spécialité. Par ailleurs, selon une évolution remarquée en 2004 par H. Widdowson (131-132), « Stylistics has moved on, it would seem, away from aesthetic to ideological values, from poetics to politics, and thereby can claim to have much more relevant things to say about human life ». C'est ainsi que de plus en plus d'études stylistiques portent sur les aspects idéologiques, politiques ou sociaux, d'oeuvres littéraires. La présente analyse stylistique d'un texte non littéraire, les *Décisions* du Sommet de Copenhague 2009, s'inscrit donc tout à fait dans le sens de ces nouvelles tendances.

En 2007, le Prix Nobel de la Paix a été attribué conjointement au Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), pour son 4^e rapport, et à Al Gore, ancien vice-président des Etats-Unis, pour son film *An Inconvenient Truth, Une vérité qui dérange*, pour avoir contribué à l'éveil des

consciencés sur les risques liés au changement climatique et les mesures nécessaires pour les contrer. Ces sujets ont dès lors pris une importance majeure pour l'homme de la rue et non plus seulement les scientifiques et les écologistes.

Cette même année, la *Feuille de route de Bali*¹ fixait l'échéance du Sommet de Copenhague 2009 pour parvenir à un accord qui succéderait au *Protocole de Kyoto*² (2008), seul document juridiquement contraignant (*legally binding*) visant à réduire les émissions de carbone, lors de son expiration en 2012.

Ce Sommet, quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), ou *Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change* (CNFCCC), a eu lieu à Copenhague du 7 au 19 décembre 2009 et s'est terminé par la publication d'un Rapport en deux parties³. La première partie, *Proceedings*, expose les différentes étapes de cette session et la seconde, *Action taken by the Conference of the Parties at its fifteenth session* (Annexe 1), présente les treize Décisions et une Résolution⁴ (ci-après *Decisions* ou « Décisions ») adoptées par la Conférence des Parties. Ce sont les quarante-trois pages de cette seconde partie du Rapport, dans sa version originale en anglais⁵, qui constituent le corpus de cette étude stylistique.

L'unanimité était requise pour l'adoption d'un texte. Or, lors de la rédaction de l'accord final, vingt-six pays seulement étaient représentés sur les cent quatorze signataires cités en tête de l'Accord. Le Sommet s'est donc terminé sur une déclaration d'intention qualifiée d'« Accord » dont la Conférence des Nations Unies sur le climat⁶ a « pris note », le samedi 19 au matin, sans l'entériner, du fait de l'absence d'unanimité.

¹ En 2007 à Bali, le principal résultat de la 13^e Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique (COP13) fut l'adoption de la « Feuille de route de Bali » mettant en place « un processus de négociation du régime de lutte contre le changement climatique post-2012 (date d'expiration de la 1^{ère} période d'engagement au titre du protocole de Kyoto) ». http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/changement-climatique_2496/actualites_19825/2007_19830/bilan-conference-bali-3-15.12.2007_57722.html

² « An international agreement standing on its own, and requiring separate ratification by governments, but linked to the UNFCCC. The Kyoto Protocol, among other things, sets binding targets for the reduction of greenhouse-gas emissions by industrialized countries ». http://unfccc.int/essential_background/glossary/items/3666.php

³ <http://unfccc.int/resource/docs/2009/cop15/eng/11.pdf>

⁴ Cette Résolution consiste en l'expression de la gratitude des organisateurs à l'égard du Gouvernement danois et des habitants de Copenhague.

⁵ Le Rapport a ensuite été publié dans cinq autres langues, l'Arabe, le Chinois, l'Espagnol, le Français et le Russe.

⁶ « Conférence des Nations Unies sur le climat » : forme réduite de la dénomination authentique également usitée en français.

Dans une première partie, nous étudierons le genre de discours exposé par les *Decisions*, en tenant compte de ses caractéristiques institutionnelles, ainsi que ses objectifs argumentatifs, avant de faire une brève description de son organisation textuelle, tandis que, dans la deuxième partie, nous analyserons les éléments discursifs mis en œuvre pour retenir l'attention des destinataires de ce document et les convaincre de sa validité. De nombreuses illustrations de notre propos ne pouvant être incluses dans le corps de notre étude seront présentées en annexe.

Genre de discours et horizon d'attente

Avant de procéder à l'analyse stylistique des éléments discursifs présents dans les *Decisions*, et pour intégrer cette analyse dans un cadre qui lui assure des bases concrètes, nous étudierons d'abord le genre de ce discours en évoquant quelques traits de la stratégie de communication employée et les grandes lignes de son organisation textuelle.

Quel genre de discours ?

La notion de genre a été définie par J. Swales (1990, 58) qui insiste sur le besoin de communication validée :

A genre comprises a class of communicative events, the members of which share some set of communicative purposes. These purposes are recognized by the expert members of the parent discourse community and thereby constitute the rationale for the genre. This rationale shapes the schematic structure of the discourse and influences and constrains choice of content and style.

Tout genre s'illustre donc par un discours normé et par là contraint par des « sets of conventions associated with social institutions » (Swales 1990, 14). D'une part, les chercheurs insistent sur l'importance de l'intégration du discours à un lieu social et à un certain horizon temporel. « Tout genre de discours spécifique implique un certain lieu et un certain moment » déclare D. Maingueneau (2007, 43) et, de même, R. Amossy (2006, 246) note que « [...] le discours se déploie nécessairement dans un espace-temps délimité dont il respecte les valeurs, les règles et les normes ». D'autre part, c'est en fonction des finalités de la prise de parole et en replaçant l'argumentation dans son cadre institutionnel (Amossy 2006, 215), qu'ils peuvent évaluer les caractéristiques déterminant le genre de discours. C'est pourquoi Eggins et Martin (1997, 236) relèvent que « linguists define genres functionally in terms of their social purpose ». La finalité est ici la préparation d'un prolongement au Protocole de Kyoto.

Ce document s'intègre parmi les genres de discours institutionnalisés (Charaudeau et Maingueneau 2002, 594) ou institués, « des dispositifs de communication qui ne peuvent apparaître que si certaines conditions sociohistoriques sont réunies » (Maingueneau 2007, 38). C'est la situation sociale instaurée par la Conférence de Copenhague qui détermine le genre produit. Document administratif à valeur juridique internationale, le genre auquel appartiennent les Décisions est extrêmement contraignant. Il fait partie de la multiplicité de genres marqués par les codes juridiques dont les déterminants ont été mis en évidence par V. Bhatia (1993, 101),

The term legal language [...] encompasses several usefully distinguishable genres depending upon the communicative purposes they tend to fulfil, the settings or contexts in which they are used, the communicative events or activities they are associated with, the social or professional relationship between the participants taking part in such activities or events, the background knowledge that such participants bring to the situation in which that particular event is embedded and a number of other factors.

C'est un discours informatif et prescriptif touchant à la fois les secteurs d'activité politique, économique et juridique. Il est contextualisé précisément puisqu'il est produit à l'issue de la Conférence de Copenhague qui se déroule dans le cadre de l'application d'un traité international, la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC), *United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)* institution censée propager un discours universel pour un développement durable. Ce discours est pris en charge par l'institution, les Nations Unies, et les parties prenantes, les pays Parties à la Convention, de sorte que la production du discours est étroitement encadrée ; « under the guidance of and accountable to the COP » (p. 7) est une expression très représentative de cette prise en charge.

Comme nous l'avons déjà évoqué, le discours est régi par des normes. Dans ce document, on reconnaît ainsi le format de certains documents juridiques, la phraséologie juridique, les précautions discursives marquant la volonté de garantir un traitement équitable des pays en développement et la souveraineté des nations. Le discours est également pris dans une interdiscursivité (Fairclough 2003, 218) en relation avec les champs lexicaux. Toutefois, la caractéristique du discours qui nous intéresse le plus est son interactivité, cet aspect du discours défini ainsi par D. Maingueneau (2007, 32) :

[...] échange, explicite ou implicite, avec d'autres énonciateurs, virtuels ou réels, elle suppose toujours la présence d'une autre instance d'énonciation à laquelle s'adresse l'énonciateur et par rapport à laquelle il construit son propre discours.

En l'occurrence, l'énonciateur est une entité internationale censée représenter les Parties à la Convention. Les co-énonciateurs, implicites ou

virtuels⁷, sont tous les Etats Parties à la Convention qu'il faut convaincre d'entériner ce texte définitivement. Mais au-delà de ces nations, c'est la communauté mondiale qui est prise à témoin, communauté ou « auditoire universel », une notion qui présente « une dynamique savamment articulée entre le fait et le droit » et qui « joue le rôle de conscience de l'humanité » (Danblon 2004, 35). Cette identité collective a été étudiée, en particulier pour l'Europe, par D. Maingueneau (2008, 7-17) qui évoque par ailleurs (2007, 42) le statut de « partenaires légitimes » de ses membres auquel « sont attachés des droits et des devoirs, mais aussi des savoirs ».

Les savoirs des destinataires, qualifiés de *background knowledge* par V. Bhatia (1993, 101) doivent être convenablement évalués pour établir le niveau de communication en conséquence. Les partenaires légitimes directs, ou destinataires directs, étant les Etats Parties à la Convention, c'est bien sûr avec eux que la communication doit passer de façon convaincante ; c'est à eux que s'adresse la terminologie spécialisée, pour eux que sont respectées les conventions juridiques et c'est leur adhésion que recherche l'argumentation. Mais indirectement, l'argumentation s'adresse également à la communauté mondiale, même si, du fait de ses caractéristiques stylistiques, elle ne lui sera que partiellement accessible.

Les *Décisions* appartiennent donc à un genre de discours institutionnel officiel dont les effets perlocutoires recherchés sont l'information et la persuasion des destinataires.

Quelle stratégie de communication ?

La rhétorique est l'art de bien parler pour persuader. À cet égard, voici une citation de Charaudeau et Maingueneau (2002, 507) particulièrement pertinente après le Sommet de Copenhague :

Une intervention rhétorique est constituée d'un ensemble d'actes de langage planifiés, finalisés, s'adressant à un public dubitatif, sollicité par des discours contradictoires, visant à une action sur les participants à la réunion, en vue d'une prise de décision.

Dans les *Décisions*, le locuteur a planifié et finalisé une stratégie de communication. Certes le « public » direct, les Parties à la Convention, est dubitatif puisque nous savons que la Conférence a bien failli se terminer sans accord d'aucune sorte. Pour le convaincre du bien-fondé des *Décisions*, le locuteur tient compte de ses connaissances et pour s'en assurer, rappelle de nombreux repères sous forme de considérants (cf. 1.3.), recourant ainsi à une *knowledge management strategy*.

⁷ Ici, l'énonciateur peut également être considéré comme fictif, vu les circonstances de la rédaction du Rapport COP15.

Cette stratégie de communication de la parole institutionnelle⁸ vise à persuader et donc à avoir une influence sur l'allocutaire. Dans cette « entreprise de persuasion » (Amossy 2006, 245-247), le locuteur doit à la fois se montrer crédible (Maingueneau 2008, 67-68) dans son projet et toucher les Parties à la Convention, en les sensibilisant à sa portée sur leur avenir. Pour ce faire, deux préoccupations semblent animer la rhétorique des *Decisions*, l'une est *national sovereignty*, la souveraineté des nations, les actions devant toujours être *nationally appropriate*, l'autre est l'idée du partage des bonnes pratiques, de l'expérience acquise, que l'on trouve par exemple dans les extraits suivants :

Invites Parties to share lessons learned and experiences gained (p. 12)
[...] providing a forum for non-Annex I Parties to share experiences of this process
(p. 13)
[...] to improve learning and the sharing of best practices (p. 19)
Strengthening its knowledge management approach to share best practice (p. 20)

Par divers moyens discursifs et rhétoriques, le locuteur s'efforce donc d'exercer un pouvoir pour obtenir l'adhésion des destinataires directs des *Decisions*, les Parties à la Convention, car les incidences politiques sont majeures, pouvoir qui détermine bien selon N. Fairclough (2001, 46) « the whole social order of discourse ».

Quelle organisation textuelle ?

Si « [T]out genre de discours est associé à une certaine organisation textuelle », ici le discours fait partie des « genres à organisation textuelle rigide » (Maingueneau 2007, 44-45). Il présente donc les caractéristiques formelles d'un document normé, à la composition attendue par le récepteur du discours. Ainsi pour R. Amossy (2006, 217), les genres « [...] permettent de socialiser la parole individuelle en la coulant dans des formes entérinées et répertoriées qui déterminent un horizon d'attente », cette attente étant selon N. Fairclough (2003, 115) un important facteur d'interprétation du document : « Participants' expectations about the structure of the social interactions they take part in or the texts they read are an important factor of interpretation [...] ».

Les *Decisions* adoptées à Copenhague par la Conférence des Parties qui constituent la deuxième partie du Rapport COP15 forment un document de quarante-trois pages d'inégale longueur, sept pages ne comportant que quelques lignes. On remarque d'emblée le logo des Nations Unies et celui de l'*UNFCCC/CNUCC* (Annexe 1) en en-tête de la page comportant le sommaire du document. Ensuite, la Décision 1 (Annexe 2), qui expose les résultats des

⁸ Cf. les possibles stratégies de la parole politique (Maingueneau 2008, 66) et les stratégies de persuasion (Maingueneau 2008, 78).

travaux du *Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention*, se présente selon une disposition qui va se retrouver exactement dans douze Décisions sur les treize que compte le document, et avec une variante dans celle qui présente l'Accord⁹.

Du point de vue typographique, seuls les titres sont en caractères gras, les italiques étant par ailleurs utilisées pour mettre en évidence le premier mot des alinéas exposant les considérants et les décisions.

Les considérants¹⁰ (en anglais *recitals* : « preliminary parts of a contract or deed »¹¹), préalables à l'énoncé des décisions, ont une position comparable à celle des attendus d'un compte rendu de procès. Introduits par des verbes au participe présent, des prépositions ou des locutions prépositives, ces considérants rappellent les étapes antérieures (*Recalling*), évoquent l'engagement vis-à-vis de la Convention (*Committed to*, *In pursuit of*, *Endorsing decision* ...) ou la conscience des éléments à prendre en compte (*Having considered*, *Being guided by*, *Noting*). Il y a toujours appui sur les textes antérieurs, précautions discursives (*cf.* 2.1.5.) quant à la marge de manœuvre sur les plans politique et financier en particulier, et indication des objectifs (*With a view to*). Par ailleurs les italiques sont également employées pour les verbes introduisant les décisions, par exemple *Decides*, *Requests*, *Mandates*, pour ce qui concerne la Décision 1 (Annexe 2). Les considérants sont une étape indispensable pour introduire les décisions de façon logique. Ainsi, pour J.-J. Robrieux (2005, 30), dans l'argumentation, il s'agit « de faire progresser la pensée en partant du connu pour faire admettre l'inconnu. La logique appelle cette opération l'inférence ». Partant des considérants, le locuteur doit pouvoir légitimer plus aisément les décisions.

Les majuscules en initiales sont réservées aux dénominations officielles. Ainsi lorsque l'on trouve *Convention*, il s'agit nécessairement de *the Framework Convention on Climate Change*, la Convention Cadre sur le Changement Climatique ; le « c » minuscule ne peut être utilisé dans ce cas. Il en est de même pour *Parties*, expression elliptique de *Parties to the Convention*, terme qualifiant les pays parties prenantes du processus. Et dans la

⁹ Le texte de l'Accord se compose de la liste des Parties signataires, de cinq constituants et de douze alinéas dont six (1, 2, 6, 7, 10, 12) commencent par le verbe « *we underline / agree / recognize / decide / decide / call for* », les autres alinéas ne reprenant pas le même patron syntaxique et réduisant donc l'effet rhétorique de l'ensemble. C. Fromillague (1995, 26) qualifie ce type de parallélisme de « rhétorique de l'empilement » et note qu'il peut prendre des « aspects incantatoires et mêmes litaniques ».

¹⁰ Faisant référence à la présentation des règlements et directives européens, R. Greenstein (2003 : 163) note que « [A]vant le texte proprement dit figure une liste plus ou moins longue de 'vu', 'conformément à' et surtout de 'considérants' [...] ». Quant à ces derniers, l'auteur observe que l'« on peut employer le terme 'considérant' au singulier comme au pluriel, en français, dans son acception juridique [...] », et constate que « le participe a été substantivé en français ».

¹¹ <http://www.businessdictionary.com/definition/recitals.html>

phrase suivante (Decision 11, 30), « *Requests the Executive Secretary to report to the Subsidiary Body for Implementation on the implementation of paragraph 9 above, as necessary* », *Implementation* appartient à la dénomination officielle du *Subsidiary Body for Implementation*, l'Organe subsidiaire de mise en œuvre, tandis que l'initiale en minuscule de *implementation* situe ce mot dans le vocabulaire courant.

A la suite des considérants, les décisions sont présentées en alinéas numérotés, alinéas de quelques lignes pour la plupart mais parfois beaucoup plus longs, tels que l'alinéa 5 du *Copenhagen Accord* (Decision 2, 6) qui comporte dix-huit lignes.

Dans les *Decisions*, le locuteur est l'entité « *Conference of the Parties* », d'où l'emploi de verbes à la troisième personne du singulier, sauf dans la *Decision 3*, le texte de l'Accord, où, à la suite de la liste des pays signataires, c'est le pronom personnel *we* qui est employé, ce qui manifeste une implication plus étroite du locuteur.

De l'examen du genre de discours des *Decisions* à l'esquisse de la disposition du texte imprimé sur les pages de ce document, nous nous sommes efforcés d'en donner un premier aperçu général. Poursuivant la procédure *top down* de l'analyse du discours (la procédure *bottom up* étant l'alternative inverse¹²), nous allons maintenant en venir à une étude plus approfondie des éléments discursifs mis en œuvre dans les décisions, ce que T. Van Dijk appelle « the nitty-gritty of actually used sounds, words, gestures, meaning or strategies » (1997, 31-33).

Éléments discursifs

Dans le cadre d'une étude sur des articles de lois, A. Duchêne (2006, 139-140) « plaide pour la nécessité d'une approche discursive qui met l'accent sur les conditions de possibilité et d'acceptabilité des discours en interrogeant pour cela leurs composantes idéologiques, historiques et institutionnelles [...] ». Dans ce but, il évoque diverses « propositions de formulation » qui rappellent les brouillons successifs qui ont précédé la publication du Rapport final de COP15. Avec les mêmes préoccupations, toutes les ressources discursives mises en œuvre dans les *Décisions* tendent à faire accepter le texte publié à la fin du Sommet de Copenhague.

Le schéma de communication du texte vise à attirer l'attention de l'allocutaire, l'ensemble des Etats Parties à la Convention, à l'intéresser par la valeur informative de l'énoncé, et à lui communiquer des injonctions, ces

¹² Cf. *Bottom-up processing* (Nunan 1993, 78-81) et *top-down processing* (Nunan 1993, 81-83).

objectifs influant sur le choix et l'agencement des mots avec une intention aussi bien esthétique qu'argumentative.

« Si l'on se réfère à l'ancienne rhétorique, trois adjectifs servaient à caractériser trois grands modes d'expression oratoire nommés styles : les registres simple, moyen et sublime » (Calas 2005, 43). Ici il s'agit du registre simple qui « vise à une certaine économie et recherche la clarté, l'efficacité d'une parole directe et sûre », le projet énonciatif étant la création d'un document de référence, l'information et la persuasion des destinataires.

Terminologie, modalité et hedging

Pour D. Maingueneau (2007, 45), « [T]out genre de discours implique chez ses participants la maîtrise d'un certain usage de la langue [...]. Il existe pour chaque type d'activité verbale des ressources linguistiques spécifiques : par exemple, il existe un 'langage administratif' qui mobilise certaines prépositions ('eu égard à', 'en raison de' ...), des locutions verbales ('porter à la connaissance de' ...), certaines constructions de phrases, etc. ». L'analyse de discours de ce document met en évidence ces divers points.

Les dénominations des concepts sont les éléments du discours les moins faciles à déceler et posent donc un problème du point de vue de la recherche de clarté. Le récepteur de ce document doit être vigilant à l'égard de concepts qui peuvent ne pas être immédiatement discernables. Ainsi les termes *Decision* et *Resolution* sont-ils définis de façon très précise et ne sont-ils pas interchangeables avec, par exemple, celui de *Recommendation* qui apparaît dans le même contexte. *Decision* s'emploie pour « [A] formal agreement that (unlike a resolution) leads to binding actions. It becomes part of the agreed body of decisions that direct the work of the COP », tandis que *Resolution* représente « [D]irectives that guide the work of the COP-- opinions rather than permanent legal acts. Unlike decisions, resolutions do not generally become part of the formal body of legislation enacted by the COP ». Enfin, *Recommendation* dénomme « [A] formal act of the COP which is weaker than a decision or a resolution, and is not binding on Parties to the Convention »¹³. La vigilance est donc de mise aussi bien dans l'usage de ces termes par le locuteur que dans leur réception. Ces définitions soulignent l'importance du caractère « legally binding », juridiquement contraignant, des décisions, point sur lequel nous reviendrons plus loin.

Deux autres concepts prennent une importance capitale dans ce contexte, celui de *common but differentiated responsibility* et celui de *national communications*. *Common but differentiated responsibility* (CBDR) est un

¹³ http://unfccc.int/essential_background/glossary/items/3666.php

principe d'équité en droit international qui reconnaît des différences entre les pays développés et les pays en développement. Formulé pour la première fois au Sommet de la Terre de Rio en 1992, c'est le Principe 7 de la Déclaration de Rio. Dans *common but differentiated*, on note un couplage d'adjectifs figé à la limite de l'antithèse qui rend compte d'une réalité composite et disparate, les pays développés ayant en commun une responsabilité vis-à-vis des pays en développement, mais à des degrés variables.

Quant à national communications, c'est une dénomination totalement hermétique si l'on ne sait pas qu'il s'agit des National Reports on the implementation of the Convention to the Conference of the Parties ou National Implementation Reports. Ces communications nationales sont des rapports destinés à transmettre les mesures prises pour appliquer la Convention, dont le contenu et la périodicité ne sont pas les mêmes pour les Parties visées ou non visées à l'Annexe 1. De plus, dans le texte des Décisions comme dans des documents analogues, si ce concept apparaît nécessairement avec initiales en majuscules dans des dénominations telles que Consultative Group of Experts on National Communications, par ailleurs il apparaît le plus souvent avec initiales en minuscules, ce qui ne facilite pas sa perception.

Les champs lexicaux

Un champ lexical est un ensemble des mots ou unités lexicales qui, dans un texte, se rapportent à un même thème. Les champs lexicaux relevés dans ce document sont d'importance variable en volume (Annexe 3). Les principaux champs sont ceux du changement climatique, des concepts de la CCNUCC, de l'économie (économie du développement, économie financière), et le champ lexical juridique. Ils sont composés de substantifs, d'adjectifs et de verbes simples ou composés, de sigles et d'acronymes ainsi que de locutions.

Chaque champ lexical est employé pour servir de caution de la prise en compte d'intérêts particuliers. Celui du changement climatique est destiné à garantir que les vrais problèmes environnementaux sont abordés. Le champ lexical des concepts de la CCNUCC établit le cadre institutionnel des Nations Unies dans lequel est rédigé le Rapport. Celui de l'économie est censé servir de cadre de référence en matière financière et garantir un traitement privilégié des pays en développement par les pays développés. Quant au champ lexical juridique, constitué essentiellement de très nombreuses expressions formelles consacrées, parmi lesquelles les *complex prepositional phrases*¹⁴ notées par

¹⁴ « The use of complex prepositions rather than the simple ones, for example, 'by virtue of' instead of 'by', 'for the purpose of' in place of 'for', and 'in accordance with' or 'in pursuance of' instead of a simple preposition 'under' is rather preferred in legislative writing simply because the specialist community claims, with some justification, of course [...], that the simple ones tend to promote ambiguity and lack of clarity » (Bhatia 1993, 107). Cette remarque concernant les textes législatifs s'applique parfaitement aux éléments de terminologie formelle ou juridique inclus dans les Décisions.

V. Bhatia, il a pour but de justifier la valeur juridique de ce document. L'abondance du champ lexical juridique laisserait-elle entendre que la recherche de reconnaissance de la valeur juridique du Rapport pourrait prévaloir sur l'objectif poursuivi par la Conférence ?

L'économie linguistique par la siglaison, le recours à des termes elliptiques et à de longs syntagmes nominaux observée dans ce document fait écho à l'économie recherchée dans un registre rhétorique simple.

Outre UNFCCC, ce document mentionne des sigles ou acronymes présentant un intérêt particulier. Ainsi, pour *Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention (Decision 1, Annexe 2)*, il existe deux graphies du sigle, AWGLCA et AWG-LCA, la seconde étant plus représentative des unités lexicales incluses. Par ailleurs, il faut noter l'extrême concision de l'acronyme COP15 dont le développement compte dix-sept mots, pour la seule quinzième session de la Conférence des Parties, *Fifteenth Session of the Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change*, et trente mots si l'on inclut, ce qui est l'usage courant, la cinquième session de la Réunion des Parties au Protocole de Kyoto concomitante, ajoutant ainsi au développement de l'acronyme « *and Fifth Session of the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol* ». Sa graphie est figée, COP15 s'écrivant obligatoirement sans espace entre « COP » et « 15 ».

Acronyme à la prononciation difficile, LULUCF signifie *land use, land-use change and forestry*, l'initiale de tous les mots constituant son développement étant incluse, ce qui est loin d'être toujours le cas, souvent pour raison d'euphonie (Percebois 2001, 630), avec le cas extrême de COP15 cité ci-dessus.

Enfin, REDD et REDD-plus¹⁵, qui dispose également de la graphie REDD+, représentent les *reduced emissions from deforestation and forest degradation*, et sont d'autres cas de non représentation des initiales de tous les termes du développement dans les acronymes, « plus » ayant été introduit dans le *Bali Action Plan* deux ans après la création du concept en 2005.

La contrepartie de l'intérêt de l'économie linguistique lié à la concision des termes est évidemment la difficulté de la mémorisation de leur sens. A cet égard, il est intéressant de noter ce cas où le locuteur ayant conscience de l'hermétisme du sigle et de l'acronyme qu'il emploie éprouve la nécessité d'indiquer en note le sens « développé » d'une parenthèse (p. 27) mentionnant

¹⁵ « The UN-REDD Programme is the United Nations Collaborative initiative on Reducing Emissions from Deforestation and forest Degradation (REDD) in developing countries », <http://www.redd-monitor.org/redd-an-introduction>
« 'REDD-plus' includes activities with potentially extremely serious implications for indigenous people, local communities and forests: conservation, sustainable management of forests, enhancement of forest carbon stocks », adapté de <http://www.redd-monitor.org/redd-an-introduction>.

« the Revised 1996 IPCC Guidelines, the IPCC good practice guidance and the IPCC good practice guidance for LULUCF », ce qui donne :

In full: Revised 1996 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories, Good Practice Guidance and Uncertainty Management in National Greenhouse Gas Inventories and Good Practice Guidance for Land Use, Land-Use Change and Forestry.

Cette précaution n'était sans doute pas superflue.

– L'emploi de termes elliptiques contribue également à l'économie linguistique. Outre les emplois de *Convention* et *Parties* déjà signalés en 1.3, *Annex I Parties*¹⁶, pour les Parties visées à l'Annexe 1 de la CNUCC, des pays industrialisés et des économies en transition, et *Non-Annex I Parties*¹⁷, les Parties non visées à l'Annexe 1 de la CNUCC, essentiellement des pays en développement, représentent à la fois la liste des pays concernés et les différents degrés d'engagement qu'ils ont pris. Même à l'intérieur de ces catégories des différences de traitement existent, par exemple entre les pays industrialisés et les pays en transition économique qui bénéficient de plus de souplesse dans le respect de leurs engagements, et pour certains pays en développement particulièrement vulnérables¹⁸, tels que les *Small-Island Developing States*, Petits Etats Insulaires en Développement ou les *Land-Locked Developing Countries*, pays en développement sans littoral¹⁹. Il n'est donc pas possible de déduire de l'appartenance d'un pays à l'une ou l'autre catégorie le type précis d'engagements auquel il est soumis.

– Le recours fréquent à de longs syntagmes nominaux est un autre facteur d'économie linguistique, la nominalisation étant un outil précieux d'expression concise ici dans la rédaction d'un document institutionnel international régi par des codes juridiques comme dans les échanges de toute communauté discursive scientifique ou technique (Percebois 2009, 31-38). En voici quelques exemples sans connecteurs :

- the Global Environment Facility reporting requirements (p. 18),
- the Global Climate Observing System implementation plan (p. 23),
- greenhouse gas inventory review experts (p. 25) ;

¹⁶ Annex I Parties : « [...] include the 24 original OECD members, the European Union, and 14 countries with economies in transition. (Croatia, Liechtenstein, Monaco, and Slovenia joined Annex 1 at COP-3, and the Czech Republic and Slovakia replaced Czechoslovakia.) », http://unfccc.int/essential_background/glossary/items/3666.php#N

¹⁷ Les Parties non visées à l'Annexe 1 sont pour la plupart des pays en développement. Cf. Non-Annex I Parties : http://unfccc.int/parties_and_observers/parties/non_annex_i/items/2833.php

¹⁸ http://www.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=article&id_article=13781

¹⁹ Sur ce sujet, voir aussi Percebois 2010, 190-101. La transcription de ces dénominations respecte l'usage courant des majuscules, seule la dernière, « pays en développement sans littoral », n'apparaissant jamais avec initiales en majuscules. Toutefois, dans les *Decisions* (pp.6, 7, 23, 35 et 36), on trouve la transcription « small island developing States ».

... et avec un connecteur :

- General Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) inventory guidance (p. 27),
- United Nations Framework Convention on Climate Change Handbook (p. 35),
- the Reporting, Data and Analysis information technology systems (p. 36).

Dans nombre de cas, ce sont les dénominations des instances institutionnelles qui allongent ces syntagmes. Par ailleurs, certains d'entre eux pourraient être raccourcis par le recours aux sigles, par exemple « GHG inventory review experts » ou « IPCC inventory guidance », ce qui n'est pas le cas dans le texte des *Decisions*, manifestement par souci de clarté.

Ces différents procédés d'économie linguistique contribuent à densifier le discours des *Decisions* et le caractérisent au point de le réserver à un public averti des codes linguistiques de l'institution.

Les verbes

Les verbes exprimant les décisions de COP15 (en nombre d'occurrences) vont de l'ordre (*Requests* 21, *Decides* 16) à l'invite (*Invites* 14, *Encourages* 8, *Calls upon* 2) et aux verbes neutres (*Notes* 6), (cf. Annexe 4).

Dès le premier alinéa exprimant les décisions de l'Accord, on trouve des verbes forts, quasi-synonymes. La première phrase débute par « We underline » et la seconde par une structure très volontariste : « We emphasize our strong political will to urgently combat climate change [...] ». Tous les éléments de ce segment de phrase se veulent percutants, la détermination marquée par le verbe *emphasize*, l'adjectif *strong* et le nom *will* étant renforcée par la position emphatique de l'adverbe *urgently* entre les deux éléments du verbe, *to urgently combat*.

Un verbe prend une importance particulière avec ses vingt-deux occurrences, *enhance* (il en est de même pour le nom *enhancement* ; voir le relevé des collocations dans les deux cas en Annexe 5) pour exprimer les objectifs poursuivis, qu'il s'agisse des mesures visant à la mise en œuvre de la Convention (la coordination des mesures décidées, la synergie, la coopération internationale pour l'atténuation, l'aide aux Parties pour la préparation de leurs communications nationales, la documentation), la lutte contre le changement climatique (le développement des puits de carbone, la réduction des gaz à effet de serre (GES) par le développement des forêts, la promotion des actions d'atténuation et leur rentabilité) ou l'aide aux pays en développement, les transferts de technologie, le renforcement des infrastructures, l'aide financière pour les programmes de formation et les procédures d'expertise.

Enfin, à la suite du segment de phrase : « The Consultative Group of Experts, in fulfilling its mandate, shall : [...] » (p. 15), on remarque les six emplois consécutifs du verbe *provide* en tête d'autant d'alinéas. Cette figure de

style consistant à répéter un mot ou un groupe de mots en tête d'un groupe syntaxique est l'anaphore rhétorique, qui produit un effet d'amplification rythmique, et, note C. Fromillagues (1995, 27-28), « imprime dans la mémoire de l'auditeur les informations délivrées ». Il ne s'agit pas ici à proprement parler d'auditeurs puisque ce sont des Parties à la Convention destinataires des Décisions mais le but poursuivi est à l'évidence le même.

Les auxiliaires modaux

Dans les textes spécialisés, M. Gotti et M. Dossena (2001, 13-14) soulignent « the author's skilful use of rhetorical devices » qui soutiennent l'argumentation, en particulier la modalité. Et en effet, l'étude des Décisions met en évidence un autre procédé caractéristique du juridique : certains emplois de modalisateurs, en particulier *shall/should* et *may*, qui en disent long sur les finalités du discours, en passant de *shall* à *should* jusqu'à *may*, en quelque sorte de la main de fer au gant de velours, de l'obligation à une certaine souplesse, car, suivant l'expression de D. Chrystal (1995, 374) : « modal verbs (e.g. *must, shall, may*) distinguish between obligation and discretion ».

Le texte présente vingt occurrences de *shall*. Selon les termes de M. Swan (1995, 221), « [P]redictions can be used as a way of giving orders – instead of telling sb to do sth the speaker just says firmly that it will happen. This is common in military-style orders ». Ici, dans un contexte intégrant des codes juridiques, *shall* traduit l'obligation expresse qui correspond à l'observation de M. Swan selon laquelle : « [I]n contracts and other legal documents, *shall* is often used with third person subjects to refer to obligations and duties ».

Notons, à cet égard, l'exemplarité de la phrase suivante dans la *Décision I* (p. 5) :

To achieve the ultimate objective of the Convention to stabilize greenhouse gas concentration in the atmosphere at a level that would prevent dangerous anthropogenic interference with the climate system, we *shall*, recognizing the scientific view that the increase in global temperature should be below 2 degrees Celsius, on the basis of equity and in the context of sustainable development, enhance our long-term cooperative action to combat climate change.

On remarque d'abord la position emphatique de l'objectif en début de phrase, la puissance de sa thématisation²⁰ en vingt-neuf mots. Puis « *we shall* » est asséné avec force et prend beaucoup de relief car il est ensuite séparé du verbe dont il est l'auxiliaire, « *enhance* », par vingt-huit mots insistant sur l'importance de l'avis scientifique (il faut moins de 2° d'augmentation), de

²⁰ « Thematization. The process of giving prominence to certain elements in a sentence or utterance by placing them at the beginning of the sentence or utterance » (Nunan 1993, 125).

l'objectif d'équité et de l'idée incontournable de développement durable. Ce patron syntaxique (voir 2.3.) donne un effet théâtral à la phrase.

D'autres occurrences de *shall* sont intégrées de façon moins spectaculaire mais communiquent des injonctions d'une fermeté comparable :

- We agree that developed countries *shall* provide adequate, predictable and sustainable financial resources, technology and capacity-building (p. 6)
- Scaled up, new and additional, predictable and adequate funding as well as improved access *shall* be provided to developing countries (p. 6)
- We decide that the Copenhagen Green Climate Fund *shall* be established as an operating entity of the financial mechanism of the Convention (p. 7).

Avec *should*, les prescriptions peuvent être signifiées de façon moins abrupte qu'avec *shall*, exprimant ainsi une contrainte atténuée à divers degrés. Ses dix occurrences lui donnent d'ailleurs une moindre importance dans ce document qui se veut plutôt directif. Si on sent la fermeté, par exemple, dans « developing country Parties in establishing forest reference emissions levels and forest reference levels should do so transparently » (p. 12), la contrainte est réduite par l'imprécision de *significant* dans « A significant portion of such funding should flow through the Copenhagen Green Climate Fund », et elle est de même nettement minorée par *as soon as possible*, une sorte de vœu pieux, dans « We should cooperate in achieving the peaking of global and national emissions as soon as possible » (p. 5).

Le modal *may* compte onze occurrences. Hormis quatre cas relatifs à des détails administratifs, ce *may* introduit la notion de marge de manœuvre²¹ laissée aux Parties à la Convention, dont l'objectif est de ne surtout pas dissuader les pays d'appliquer une mesure. Ainsi le locuteur insiste-t-il sur le caractère optionnel (« Least developed countries and small island developing States may undertake actions voluntarily », p. 6), l'éventualité ou la possibilité (« further work may need to be undertaken by the Intergovernmental Panel on Climate Change », p. 12, « as these guidelines may be subsequently amended », p. 20), la spéculation (« which may explain some of the discontent of the climate change community with the Global Environment Facility », p. 18). Ce *may* atteste que l'institution est ouverte à la discussion.

D'autres expressions de *hedging* résultent de l'emploi de certains adjectifs, adverbes ou locutions indiquant des précautions discursives.

On note ainsi six occurrences de l'adjectif *possible*, marque certaine de *hedging*, comme par exemple :

²¹ Cet usage de *may* est une manifestation de *hedging* utilisée « [...] in order to distance the writer from the statement that s/he is reporting » (Dudley-Evans et St John 1998, 76).

Provide estimates that are transparent, consistent, as far as possible accurate (p. 12)
Provide technical support on issues mentioned above in paragraph 2 (c) above, and to
the extent possible paragraph 2 (a) above (p. 15)

La faiblesse de telles « injonctions », est surprenante dans un texte destiné à devenir un traité.

Par ailleurs, les vingt-deux occurrences de l'adjectif *relevant*, au sens de « pertinent, applicable, approprié », aussi bien pour qualifier les dispositions de la Convention (« in accordance with the relevant provisions of the Convention », p.6) et les décisions de la Conférence (« without prejudging any further relevant decisions of the Conference of the Parties », p. 11), que les politiques sociales, économiques, et environnementales, les experts ou les technologies (« Emphasizing the importance of providing relevant technical advice », p. 13), en font l'adjectif le plus fréquent dans ce texte. Cet usage répété veut sans doute assurer les destinataires de la prise en compte consciencieuse de tous les éléments de la situation au mieux des intérêts de tous.

Les locutions adverbiales ou prépositives utilisées comme précautions discursives sont très nombreuses (en nombre d'occurrences) : *subject to* (8), *as appropriate* (6), *provided that* (4), *if appropriate* (2), *upon request* (2), *to the extent possible* (2), *as necessary* (2), *as required* (1), *to some extent* (1), *where appropriate* (1). Des structures plus développées viennent souvent étayer ces précautions discursives, telles que « according to national circumstances and capabilities », « as far as possible accurate » ou « all parties in a position to do so », répété deux fois, sur la seule page 12 (*Decision 4*). Ces diverses locutions visent manifestement à garantir le respect des individualités, rappeler des décisions antérieures ou subordonner l'application des mesures à la réalisation de certaines conditions, dans le but de s'assurer l'adhésion des Parties à la Convention.

A ce stade, il apparaît clairement que le texte des *Decisions* se caractérise par l'importance de sa terminologie spécialisée ainsi que par un maniement soigneux des auxiliaires modaux et des procédures de *hedging* pour véhiculer le message du locuteur.

Patrons syntaxiques

Ce sont des « effets de parallélisme, par reprise des mêmes constructions » (Calas 2005, 46-47), et en l'occurrence des modifications de l'ordre syntaxique, des rythmes binaire et ternaire et des structures prépositionnelles complexes. Nous en avons déjà évoqué certains au fil de l'étude des éléments lexicaux ou grammaticaux mis en jeu dans le discours.

Ruptures syntaxiques

Parmi les faits de style observés on remarque la modification de l'ordre des éléments de la phrase par des ruptures syntaxiques, avec intention emphatique, ce que V. Bhatia (1993, 111-113) appelle *syntactic discontinuities*, par exemple dans les phrases :

- *Requests* the secretariat to include, in its annual report on inventory review activities to the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice, information on the training programme [...] (p. 25)
- *Authorizes* the Executive Secretary to use, to the extent possible and in consultation with Parties and the Office of Human Resources Management of the United Nations, available balances from the existing reserves and surplus balances [...] (p. 31)

Dans ces phrases, le verbe est séparé de son complément d'objet par quantité d'éléments d'information (dix-sept mots dans la première phrase citée ci-dessus et vingt dans la seconde) qui ainsi mis en évidence prennent un relief exceptionnel. Autre exemple, la séparation du sujet de son verbe, comme dans la phrase :

Mitigation actions subsequently taken and envisaged by Non-Annex I Parties, including national inventory reports, *shall* be communicated through national communications (p. 6)

Si une première rupture syntaxique introduit un changement de rythme de la phrase, la répétition du même schéma de rupture imprime ensuite un rythme attendu par l'allocutaire.

L'étude de ce document fait également apparaître des rythmes binaire et ternaire d'emplois lexicaux, par la coordination de deux adverbes, deux ou trois adjectifs, noms ou verbes (à l'infinitif, au gérondif), ou syntaxiques. Ce sont des figures de répétition et d'accumulation (Robrieux 2005, 136) que l'on trouve par exemple en abondance dans la phrase suivante (p. 6) :

Delivery of reductions and financing by developed countries will be measured, reported and verified in accordance with existing and any further guidelines adopted by the Conference of the Parties, and will ensure that accounting of such targets and finance is rigorous, robust and transparent.

Dans cette phrase, sur le plan lexical on relève trois structures binaires » : « reductions and financing » ; « existing and any further guidelines » ; « such targets and finance », et deux ternaires « measured, reported and verified » et « rigorous, robust and transparent », tandis que sur le plan syntaxique, la phrase se présente en deux segments reliés par *and* (« will be measured [...] » ... « and will ensure » [...]).

V. Bhatia (1993, 108) qualifie ce type de parallélisme de *binomial or multinomial expression* :

« What I mean by binomial or multinomial expression is a sequence of two or more words or phrases belonging to the same grammatical category having some semantic relationship and joined by some syntactic device such as ‘and’ or ‘or’ ».

Un élan rythmique est imprimé à l'énoncé par cette structure répétée dans toutes les *Décisions*. Ainsi dans la *Décision 1* (Annexe 2), cette figure apparaît dès les considérants : *Recalling, Committed, Having considered*. Les documents établissent la liaison avec les étapes antérieures à COP 15 et ceux auxquels ils ont donné lieu. Ici, « *Recalling its decision 1/CP.13* » fait référence à la première décision prise à la Conférence de Bali en 2007. Suivent trois adjectifs, *full, effective and sustained* (implementation of the Convention). Et en parallèle dans la même phrase trois expressions de temps : *now, up to and beyond 2012* (un adverbe de temps, et deux prépositions de temps). Enfin les considérants sont suivis par trois alinéas débutant par *Decides, Requests, Mandates*, des verbes de commandement (suite des exemples en Annexe 6).

Les structures prépositionnelles complexes, typiques de la langue anglaise et ici fréquemment utilisées, sont une figure de style qui produit un léger balancement en laissant très brièvement en suspens un élément de phrase et contribue à l'image recherchée de la syntaxe. Nous avons déjà cité (en 1.1.) « under the guidance of and accountable to the Conference of the Parties » (p. 7). En voici d'autres exemples :

- to enhance the cost-effectiveness of, and to promote mitigation actions (p. 6)
- *Recognizing* the need for full and effective engagement of indigenous peoples and local communities in, and the potential contribution of their knowledge to, monitoring and reporting of activities ... (p. 11)
- as they relate to the process of and the preparation of national communications (p. 14)
- improving the process of and preparation of national communications (p. 15)

Ces trois types différents de couplages ou accumulations sont moins fréquents dans les parties techniques, telles que les tableaux budgétaires (p. 33-36) où les phrases sont beaucoup plus courtes, voire dépourvues de verbe. Ils contribuent à imprimer le rythme du discours déjà constaté.

Les sonorités

Dans de nombreux cas, le recours à des harmonies imitatives contribue à l'effort de persuasion. C'est le cas de l'allitération, répétition de la même consonne qui renforce l'affirmation, par exemple allitération en 'th' dans « thereby further strengthen » (p. 6) et en 'r' dans « rigorous, robust and transparent » (p. 6). Un autre cas est celui de l'homéotéleute, figure de style qui consiste en la répétition d'une ou plusieurs syllabes finales homophones, que

l'on trouve dans le segment de phrase « information on the implementation of their actions through National Communications, with provisions for international consultations » (p. 6) qui comprend cinq termes contenant le suffixe *-tion* et un sixième, *provisions*, au suffixe très proche. C'est à nouveau une figure d'accumulation qui fait penser ici aux sons répétés des mantras.

Ces différents rythmes et sonorités renforcent le pouvoir de persuasion des moyens argumentatifs déployés dans le texte des *Decisions*.

Conclusion

L'analyse stylistique du discours spécialisé de ce document met en évidence ses failles. Le texte dont l'ONU a « pris note » est décevant à plus d'un titre. Il ne présente pas de cadre juridique contraignant. Les scientifiques souhaitent que le réchauffement ne dépasse pas 2° (actuellement 0,6° depuis 1800), or, compte tenu des engagements des Etats Parties à la Convention et selon une note confidentielle du secrétariat de l'ONU, au rythme actuel il devrait être de 3° d'ici 2100. L'objectif de réduire de moitié les émissions de GES d'ici 2050 n'est pas mentionné dans la version finale. De nombreux horizons temporels restent flous (Annexe 7), ce qui nuit à la crédibilité des tentatives coercitives. Enfin, l'accord final n'évoque plus l'Organisation Mondiale de l'Environnement qui aurait pu vérifier la mise en œuvre des engagements des Etats.

Ne correspondant pas à la définition qu'en donne la CNUCC puisqu'il n'y a pas d'élément juridique contraignant du fait de l'absence d'unanimité, les *Decisions* n'en sont pas vraiment. Elles constituent une déclaration de bonnes intentions associée à une prise de conscience écologique, qui exprime un sentiment d'urgence. Depuis le Sommet de Copenhague, de nombreuses réactions souhaitent aller vers un traité juridiquement contraignant dont les conditions techniques et juridiques doivent être négociées d'ici le prochain Sommet qui aura lieu à Mexico en décembre 2010.

Toutefois on observe des procédés rhétoriques qui s'efforcent de faire correspondre le texte à de vrais décisions, le *shall* d'autorité par exemple ou les verbes utilisés, mais ceci n'est qu'apparence et on en revient à la phrase de Stiglitz (2010) « A month after the Copenhagen climate conference, it is clear that the world's leaders were unable to translate rhetoric about global warming into action ». Ces pièges rhétoriques avaient déjà été notés en 2001 par J.-C. Hourcade au sujet du Protocole de Kyoto²².

²² « Je pense que l'on a tous sous-estimé la complexité du dossier. Du coup, le jeu politique et diplomatique exigeant des simplifications, les négociations se sont heurtées à des difficultés sémantiques et des pièges rhétoriques. L'analyse scientifique a eu de plus en plus de difficultés à être entendue. On a abouti à une sorte d'hypnose collective où, par défaut de compréhension, chaque partie prend le contre-pied de la

Dans ce document, le rythme de l'énonciation est bien particulier dans chaque décision : viennent d'abord les considérants, soit une première salve de segments de phrase relativement courts suivis des paragraphes exposant les décisions. Ensuite l'accent est mis sur les verbes, par leur positionnement emphatique en début de phrase ou au contraire au milieu de phrases complexes au rythme binaire ou ternaire dû à différentes figures de style. Ce rythme induit une variation bienvenue dans une présentation somme toute très sèche du contenu. D'où un balancement que l'on ne manque pas de percevoir et d'attendre très rapidement. Quelle intention peut-on voir derrière cet usage ? ... La recherche de précision sans doute, le souhait d'être complet dans une description ou une énumération²³.

Ce rythme produit une sorte de bercement qui peut ne pas être conscient mais nous semble produire une sorte d'endormissement, en tout cas une baisse de vigilance chez l'allocutaire. Ce constat nous rappelle les mots de J.-M. Adam (2004, 40) observant : « On voit ici que la persuasion, pour être efficace, fait appel à des facteurs à la fois rationnels – démonstration nourrie – et affectifs ; le récepteur est submergé, emprisonné par cette masse, syntaxique et sonore, d'arguments ». Serait-ce des efforts de persuasion tendant à faire oublier les insuffisances de l'Accord de Copenhague ?

partie adverse et peut finalement adopter des positions en contradiction avec ses propres objectifs, ce qui rend difficile l'émergence d'un compromis ». (Hourcade 2001)

²³ Cf. p. 14, les onze domaines précisés en compléments du nom *areas* :
« Providing technical support to the Consultative Group of Experts as required, particularly in the areas of national greenhouse gas inventories, vulnerability and adaptation assessment, mitigation assessment, research and systematic observation, education, training and public awareness, technology transfer and capacity-building, as they relate to the process of and the preparation of national communications, in accordance with the provisions in the budget; ».

Bibliographie :

- ADAM, Jean-Michel, 2004. *Linguistique textuelle. Des genres de discours aux textes*, Paris, Nathan.
- AMOSY, Ruth, 2006 (2000). *L'argumentation dans le discours*, Paris, Armand Colin.
- BHATIA, Vijay K., 1993. *Analysing Genre: Language Use in Professional Settings*, London and New York, Longman.
- CALAS, Frédéric, 2005. *Méthode du commentaire stylistique*, Paris, Armand Colin.
- CHARAUDEAU, Patrick et Dominique MAINGUENEAU, 2002. *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Seuil.
- CHARAUDEAU, Patrick, 2005. *Le discours politique, les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.
- CHARAUDEAU, Patrick, 2008. *Petit traité de politique à l'usage du citoyen*, Paris, Vuibert.
- CRYSTAL, David, 1995. *The Cambridge Encyclopedia of the English Language*, Cambridge, CUP.
- DANBLON, Emmanuelle, 2004. « La Nouvelle Rhétorique de Perelman et la question de l'auditoire universel », 21-37, M. Meyer (dir.), *Perelman, le renouveau de la rhétorique*, Paris, PUF.
- DUCHÊNE, Alexandre, 2006. « Dans les Etats où il existe des minorités ... » : les conditions de production institutionnelle, discursive et idéologique d'un article de loi », 121-140, *Catégories pour l'analyse du discours politique*, SEMEN, n°21.
- Dudley-Evans, Tony et Maggie Jo St John, 1998. *Developments in English for Specific Purposes*, Cambridge, CUP.
- EGGINS, Suzanne et J.R. MARTIN, 1997. « Genres and registers of discourse », 220-256, Van Dijk Teun (ed.), *Discourse as Structure and Process*, London, Sage.
- FAIRCLOUGH, Norman, 2003. *Analysing Discourse – Textual Analysis for Social Research*, London & New York, Routledge.
- FAIRCLOUGH, Norman, 2001 (1989). *Language and Power*, Harlow, Essex, England, Longman, Pearson Education.
- FIRTH, J. R., 1957. « A Synopsis of Linguistic Theory 1930-1955 », 1-32, J.R. FIRTH *et al. Studies in Linguistic Analysis*, Oxford, Blackwell.
- FROMILLAGUES, Catherine, 2007. *Les figures de style*, Paris, Armand Colin.

- GOTTI, Maurizio et Milena DOSSENA, 2001. *Modality in Specialized Texts*, Bern, Peter Lang.
- GREENSTEIN, Rosalind, 2003. « De l'influence mutuelle de cultures linguistiques et juridiques différentes », 130-203, R. Greenstein (ed.). *Langue, culture et code, regards croisés*, Paris, L'Harmattan.
- MAINGUENEAU, Dominique, 2007 (2005). *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand Colin.
- NUNAN, David, 1993. *Introducing Discourse Analysis*, London, Penguin.
- PERCEBOIS, Jacqueline, 2001. « Fonctions et vie des sigles et acronymes en contextes de langues anglaise et française de spécialité », 627-645, *Meta*, Vol.46, n°4, Presses de l'Université de Montréal.
- PERCEBOIS, Jacqueline, 2009. « Les procédés d'économie linguistique : quels partenaires pour la communication ? », 17-43, R. Greenstein (dir.), *Langues et cultures : Mariage de raison ?*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- PERCEBOIS, Jacqueline, 2010. « Etude diachronique de termes clés de l'économie du développement en anglais et en français : entre réalisme et euphémisation », 181-205, D. Jamet et M. Jobert (dir.), *Empreintes de l'euphémisme*, Tours et détours, Paris, L'Harmattan. ;
- ROBRIEUX, Jean-Jacques, 2005. *Rhétorique et argumentation*, Paris, Nathan Université.
- SWALES, John, 1990. *Genre Analysis*, Cambridge, CUP.
- SWAN, Michael, 1995 (1980). *Practical English Usage*, Oxford, OUP.
- VAN DIJK, Teun, 1997. *Discourse Studies. A Multidisciplinary Introduction, Vol.1. Discourse as Structure and Process*, London, Sage.
- WIDDOWSON, H. G., 2004. *Text, Context, Pretext, Critical Issues in Discourse Analysis*, Oxford, Blackwell Publishing.

Documents électroniques

- HOURCADE, Jean-Charles, 2001, « Sortir le climat des pièges rhétoriques », *La recherche* : <http://www.larecherche.fr/content/recherche/article?id=12605>
- MAINGUENEAU, Dominique, 1998, « Les tendances françaises en analyse du discours » <http://www.lang.osaka-u.ac.jp/~benoit/fle/conferences/maingueneau.html>
- STIGLITZ, Joseph E., 2010, « Overcoming the Copenhagen failure », <http://www.project-syndicate.org/commentary/stiglitz121/English>

Tous les documents électroniques cités ont été consultés en mai 2010.

Annexe 1

**Framework Convention
on Climate Change**

Distr.
GENERAL

FCCC/CP/2009/11/Add.1
30 March 2010

Original: ENGLISH

CONFERENCE OF THE PARTIES

**Report of the Conference of the Parties
on its fifteenth session, held in Copenhagen
from 7 to 19 December 2009**

Addendum

**Part Two: Action taken by the Conference of the Parties
at its fifteenth session**

CONTENTS

Decisions adopted by the Conference of the Parties

<i>Decision</i>		<i>Page</i>
1/CP.15	Outcome of the work of the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention	3
2/CP.15	Copenhagen Accord	4
3/CP.15	Amendment to Annex I to the Convention	10
4/CP.15	Methodological guidance for activities relating to reducing emissions from deforestation and forest degradation and the role of conservation, sustainable management of forests and enhancement of forest carbon stocks in developing countries .	11
5/CP.15	Work of the Consultative Group of Experts on National Communications from Parties not included in Annex I to the Convention	13
6/CP.15	Fourth review of the financial mechanism	17
7/CP.15	Additional guidance to the Global Environment Facility	21

GE.10-60563

Annexe 2

Decision 1/CP.15

Outcome of the work of the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention

The Conference of the Parties,

Recalling its decision 1/CP.13,

Committed to enable the full, effective and sustained implementation of the Convention through long-term cooperative action, now, up to and beyond 2012,

Having considered the outcome of the work of the Ad Hoc Working Group on Long-Term Cooperative Action under the Convention pursuant to paragraph 2 of decision 1/CP.13,

1. *Decides* to extend the mandate of the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention to enable it to continue its work with a view to presenting the outcome of its work to the Conference of the Parties for adoption at its sixteenth session;
2. *Requests* the Ad Hoc Working Group on Long-Term Cooperative Action under the Convention to continue its work drawing on the report of the Ad Hoc Working Group on Long-term Cooperative Action under the Convention presented to the Conference of the Parties at its fifteenth session,¹ as well as work undertaken by the Conference of the Parties on the basis of that report;
3. *Mandates* the host country of the next session of the Conference of the Parties to make the necessary arrangements in order to facilitate the work towards the success of that session.

Annexe 3 Les champs lexicaux

Climate change (omniprésent): stabilize GHG concentration in the atmosphere, dangerous anthropogenic interference, climate system, sustainable development, deep cuts in global emissions, the peaking of global and national emissions, low-emission development strategy, adaptation actions, time frame for peaking, mitigation actions, deforestation, forest degradation, a low-emission pathway, REDD-plus.

Concepts CNUCC/UNFCCC: Parties, Annex I Parties, Non-Annex I Parties, national communications, common but differentiated responsibilities, guidelines, provisions of the Convention.

Economics: capacity building, developing countries, least developed countries, small island developing states, developed countries, sustainable financial resources, cost-effectiveness, incentives, scaled up funding, fund arrangements, appropriations, overheads, working capital reserve, unspent balances, carry-over, contingency.

Juridique: national sovereignty

Termes ou tournures formels ou juridiques: *in accordance with* (17), *with a view to* (8), *consistent with* (3), *pursuant to* (2), *in keeping with* (2), *thereby*, *hereinafter*.

- *pursuant to* paragraph 2 of decision 1/CP.13 (p. 3)
- Annex I Parties that are Party to the Kyoto Protocol will *thereby* further strengthen the emissions reductions initiated by the Kyoto Protocol. (p. 6)
- for compilation in an INF document, *consistent with* Article 4.1.(p. 6)
- resulting in emissions and also the means to address *these*. (p. 11)
- *as agreed upon* in the conventions (p. 17)
- *with a view to* recommending a draft decision (pp. 17 et 21)
- *in accordance with* the criteria contained in the guidelines annexed to decisions 3/CP.4 and 6/CP.13, (p. 20)
- *hereinafter* referred to as ... (p. 23)
- as contained in relevant documents *in keeping with* its decision.(p. 29)
- expenditures *arising from* the decisions referred to in paragraph 9 above. (p. 31)

Annexe 4
Verbes exprimant les décisions de COP15
(en nombre d'occurrences)

<ul style="list-style-type: none"> • Requests (21) • Decides (16) • Invites (14) • Encourages (8) • Takes note (7) • Notes (6) • Urges (5) • Expresses (4) • Recognizes (3) • Reiterates (2) • Calls upon ... to ... (2) • Mandates (1) • Recalls (1) 	<p>Accord</p> <ul style="list-style-type: none"> • We decide (3) • We recognize (2) • We agree (2) • We underline (1) • We emphasize (1) • We call for (1)
--	---

Annexe 5
Collocations²⁴ de 22 occurrences (n° de page) du verbe *enhance* et du nom *enhancement* :

- enhance our long-term cooperative action to combat climate change (5)
- Enhanced action and international cooperation on adaptation (6)
- the need to enhance removals of greenhouse gas emission by forests (6)
- The need to enhance the cost-effectiveness of, and to promote mitigation actions (6)
- to enable and support enhanced action on mitigation (6)
- for enhanced implementation of the Convention (7)
- In order to enhance action on development and transfer of technology (7)
- to enhance capacity-building (12)
- to enhance coordination of the activities referred to in paragraph 5 above (12)
- to avoid duplication and enhance synergy (12)
- enhancing the capacity of such Parties to prepare their national communications (13)

²⁴ Collocation : la dénomination et son « co-texte », terme proposé dans les années 30 par J.R. Firth, membre fondateur de l'Ecole Contextualiste anglaise, qui a écrit : « You shall know a word by the company it keeps » (1957, 11).

- to enhance its support to developing countries (19)
 - Enhancing modalities which reinforce country ownership (19)
 - enhance support for the implementation of adaptation activities (20)
 - financial support for enhancing the training programme (25)
 - Activities to enhance support to the expert review process (36)
 - enhanced provision of financial resources (36)
 - Enhanced library services (36)
-
- enhancement of forest carbon stocks in developing countries (1 et 11)
 - enhancement of carbon sinks (36)

Annexe 6

Rythmes binaire et ternaire : suite des exemples

(mis en évidence par les italiques) :

- developed countries shall provide *adequate, predictable and sustainable financial resources, technology and capacity-building* (trois adjectifs /trois substantifs, p. 6)
- Annex I Parties commit to implement *individually or jointly* the quantified economywide emissions targets for 2020 (p. 6)
- Delivery of *reductions and financing* by developed countries will be *measured, reported and verified* in ... (p. 6)
- will ensure that accounting of such *targets and finance* is *rigorous, robust and transparent*. (p. 6)
- Mitigation actions taken by Non-Annex I Parties will be subject to their domestic *measurement, reporting and verification*. (p. 6)
- will be recorded in a registry along with relevant *technology, finance and capacity building support*. (p. 6)
- These supported nationally appropriate mitigation actions will be subject to international *measurement, reporting and verification* (p. 6)
- removals by *sinks, forest carbon stocks and forest area changes* (p. 11)
- improving the *accuracy, consistency and transparency* of information (p. 15)
- to increase the *responsiveness, effectiveness and efficiency* of its support (p. 19)
- further *simplifying and improving* (p. 20)
- Ensuring that access to resources is *expeditious and timely* (p. 20)
- making review reports *substantive, consistent among review teams and reader-friendly*. (p. 20)

Annexe 7

Horizons temporels

Certaines données concernant les horizons temporels de l'Accord sont des repères précis, que ce soit pour des mesures ou des engagements financiers. L'Accord est dit « *operational immediately* », applicable sans délai. Pour ce qui concerne les mesures, les Parties visées à l'Annexe I de la Convention, comme les Parties non visées à l'Annexe I, doivent informer le secrétariat de l'ONU de leurs projets de réduction d'émissions *avant le 31 janvier 2010*. Elles s'engagent à mettre en oeuvre ces réductions *d'ici 2020*. Un calendrier précis est fixé pour la communication des mesures d'atténuation prises ou envisagées par les différentes catégories de Parties. Enfin, il sera procédé à une évaluation de la mise en oeuvre de cet accord *en 2015*.

Sur le plan financier, les pays développés s'engagent à fournir un supplément de ressources de près de 30 milliards de dollars *pour la période 2010-2012*, et à mobiliser 100 milliards de dollars pour répondre aux besoins des pays en développement *d'ici 2020*.

Toutefois nombre d'horizons temporels demeurent imprécis et donc non contraignants. C'est le cas des mesures selon lesquelles les Parties doivent coopérer *au plus tôt* pour atteindre le pic des émissions mondiales, admettre que le cadre temporel du pic sera *plus long* dans les pays en développement ou renforcer *d'urgence* les mesures et la coopération internationale sur l'adaptation.